

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 462 du 01.06

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Le Hamas peut coexister avec Israël.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Paul Craig Roberts : Finie la liberté d'expression aux Usa ? : Bientôt Une nouvelle loi interdira à quiconque de critiquer Israël.

1-2 Chems Eddine Chitour : L'indifférence de l'Occident.

2 Dossier

2 Guillermo F. PARODI : Ratzinger, désinformé acritique ou complice du racisme et de l'agressivité impitoyable d'Israël ?

2-2 Qui est Dov Weissglass ?

2-3 Deb Reich : Ne parlez pas, mince alors !

3 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage.

3-1 Gideon Spiro : «Israël est un baril de poudre bourré d'armes de destruction massive»

3-2 Bravo, mon Général !

3-3 Bil'in : Un village qui ne se rendra jamais.

3-4 Le grignotage des terres se poursuit en Cisjordanie.

3-5 Gaza : la situation environnementale est d'une urgence majeure.

4 Annexe

4-1 Mohamed Belaali : « Je graverai inlassablement toutes les saisons de mes douleurs... »

Tiré a part

Le Hamas peut coexister avec Israël.

Un nouveau rapport de l'United States Institute of Peace remet en cause la vision états-unienne du Hamas et affirme qu'il n'est pas antisémite et pourrait coexister pacifiquement avec Israël.

L'United States Institute of Peace est un organisme bipartisan dont le budget dépend du département de la Défense.

Les secrétaires à la Défense et d'État, ainsi que le recteur de l'École de guerre en sont administrateurs de droit. Intitulé Hamas : Ideological Rigidity and Political Flexibility (Le Hamas : rigidité idéologique et souplesse politique), il questionne la doctrine du Hamas au regard de son interprétation du Coran. [Voir document téléchargeable au bas de cette page]

Pour opérer ce changement de point de vue, le rapport souligne que les déclarations du Hamas et sa charte de 1988 ne doivent pas être pris comme des barrières infranchissables, malgré leur caractère outrancier.

Alors que les États-Uniens ont coutume de classer leurs interlocuteurs entre pragmatiques et idéologues, le Hamas ressortirait d'une troisième catégorie : celle des mouvements intransigeants sur l'énoncé des principes, mais souples quant à leur application. Encore faut-il comprendre dans sa phraséologie ce que sont ces principes. Le rapport note que le Hamas n'est pas hostile aux juifs ni à leur présence en Palestine, mais conteste la création d'un État non-musulman sur une terre d'islam, d'autant que la Palestine abrite le troisième lieu saint de cette religion.

De même, il établit une distinction entre lui-même, dévoué à l'islam et astreint à diverses obligations, et le peuple palestinien qu'il entend défendre dans sa diversité. En tant que formation musulmane, il ne lui revient donc pas de reconnaître la création d'un État juif en Palestine, mais il ne s'opposerait pas à ce que le peuple palestinien le reconnaisse par référendum et il s'accommoderait du « fait accompli » dans le cadre de la « solution à deux États » (théorie de la « libération séquencée »).

Le rapport note également que le Hamas a pratiqué durant le second semestre 2008 une tahdiya (cessez-le-feu) et s'est montré demandeur d'une hudna durable (trêve) dans l'intérêt du peuple palestinien. Celle-ci suppose le retrait inconditionnel des Israéliens de Jérusalem-Est, Gaza et la Cisjordanie ;

le démantèlement des colonies illégales ;

des compensations pour les personnes déplacées ;

des élections générales auxquelles participeraient tous les Palestiniens où qu'ils résident.

Tous ces éléments sont connus depuis longtemps de nos lecteurs [1] et l'on ne peut que se réjouir de voir Washington abandonner son manichéisme et revenir à la réalité.

[1] « Quel est le programme politique du Hamas aujourd'hui ? », entretien de Moshir al-Masri avec Silvia Cattori, Réseau Voltaire, 20 janvier 2006.

<http://www.voltairenet.org/article160434.html>

02-06

<http://www.newstin.fr/tag/fr/125159918>

<http://fr.answers.yahoo.com/question/index?qid=20090602223049AAYLHwb>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Paul Craig Roberts : Finie la liberté d'expression aux Usa ? : Bientôt Une nouvelle loi interdira à quiconque de critiquer Israël.

Criminaliser la critique d'Israël tue tout espoir pour l'Amérique d'avoir une politique étrangère indépendante pour le Moyen-Orient, une politique qui serve les intérêts américains plutôt que les intérêts israéliens.

Finie la liberté d'expression ?

Le 16 octobre 2004, le président George W. Bush signait le projet de loi du lobby pro-israélien, *Loi pour un examen de l'antisémitisme mondial*.

Cette législation demande au Département d'Etat US de surveiller l'antisémitisme dans le monde entier.

Pour pouvoir surveiller l'antisémitisme, il faut le définir.

Quelle est sa définition ?

Fondamentalement, tel qu'il a été défini par le lobby pro-israélien et Abe Foxman, il se réduit à la moindre critique d'Israël ou des juifs.

Rahm Israel Emanuel ne perd pas son temps à la Maison-Blanche. Aussitôt qu'il aura obtenu en 2009 le vote de la loi relative à la prévention des crimes de haine, tout Américain qui dira la vérité sur la façon dont Israël traite les Palestiniens et leur vole leur territoire se verra accusé d'un crime.

Ce sera un crime pour les chrétiens de citer le prétexte des juifs dans le Nouveau Testament pour demander la crucifixion de Jésus.

Ce sera un crime d'évoquer l'extraordinaire influence du lobby pro-israélien sur la Maison-Blanche et le Congrès, notamment que les résolutions de l'AIPAC faisant l'éloge d'Israël pour ses crimes de guerre contre les

Palestiniens à Gaza ont été adoptées par 100% du Sénat US et 99% de la Chambre des représentants, pendant que le reste du monde condamnait Israël pour sa barbarie.

Ce sera un crime d'émettre un doute sur l'Holocauste.

Ce sera un crime de constater une représentativité disproportionnée de juifs dans les médias, la finance et la politique étrangère.

Autrement dit, cela signifie la fin de la liberté d'expression, de la liberté d'investigation, et du Premier Amendement de la Constitution. Tout fait ou toute vérité dénigrant Israël seront tout simplement celés. Etant donné la prétention démesurée du gouvernement US qui conduit Washington à faire appliquer le droit américain à tous les pays et à toutes les organisations, qu'arrivera-t-il à la Croix-Rouge internationale, à la Commission des Droits de l'homme des Nations unies et aux différentes organisations des droits de l'homme qui ont demandé des enquêtes sur l'agression militaire israélienne contre la population civile de la bande de Gaza ? Seront-elles mises en accusation pour crime de haine en raison d'une critique « excessive » d'Israël ?

La question est grave.

Un récent rapport des Nations unies, qui reste encore à être publié dans son intégralité, impute à Israël la responsabilité des morts et des blessés dans les locaux des Nations unies à Gaza. Le gouvernement israélien a réagi en accusant le rapport des Nations unies d'être « tendancieux, manifestement de parti pris », ce qui fait rentrer le rapport des Nations unies dans la liste du Département d'Etat des critiques excessives et des sentiments forts anti-israéliens.

Israël s'en tire à bon compte en utilisant de façon éhontée le gouvernement américain pour réduire au silence les critiques alors que sa propre presse et ses propres soldats rendent publiques les atrocités dans la bande de Gaza et les meurtres prémédités de femmes et d'enfants par des envahisseurs israéliens exhortés par les rabbins.

Ces actes sont manifestement des crimes de guerre.

C'est la presse israélienne qui a publié les photos de T-Shirts de soldats israéliens sur lesquels on indique que le meurtre délibéré de femmes et d'enfants rentre désormais dans la culture de l'armée israélienne. Ces T-shirts sont l'expression horrible de la barbarie. Par exemple, un T-shirt montre une femme palestinienne enceinte dans la ligne de mire d'un fusil pointé sur son ventre avec la légende « Une balle, deux tués ». Ces T-shirts indiquent que la politique d'Israël envers les Palestiniens est une politique d'extermination.

Il est vrai que depuis des années la critique la plus virulente de la maltraitance d'Israël à l'égard des Palestiniens émane de la presse israélienne et du mouvement de la paix israélien. Par exemple, le quotidien israélien Ha'aretz et Jeff Halper de l'ICAHN (Comité israélien contre la démolition des maisons – Jérusalem) ont fait preuve d'une conscience morale qui apparemment n'existe pas dans les démocraties occidentales où les crimes d'Israël sont étouffés si ce n'est loués.

Le projet de loi américain sur les crimes de haine va-t-il s'appliquer pour Ha'aretz et Jeff Halper ?

Et les commentateurs qui ne s'expriment pas pour eux-mêmes mais qui rapportent simplement ce qu'Ha'aretz et Halper ont dit vont-ils être arrêtés pour « propagation de la haine d'Israël, acte d'antisémitisme ? ».

De nombreux Américains ont été endoctrinés par la propagande présentant les Palestiniens comme des terroristes menaçant l'innocent Israël. Ces Américains vont considérer la censure simplement comme un élément indispensable de la guerre contre le terrorisme. Ils accepteront la diabolisation de leurs concitoyens qui signalent des faits indigestes sur Israël et que de telles personnes soient punies pour avoir aidé et encouragé les terroristes.

Une très forte poussée s'opère actuellement pour criminaliser la critique d'Israël.

Des professeurs d'université américains ont été les victimes des tentatives bien menées pour faire taire toute critique d'Israël. Norman Finkelstein s'est vu refuser une titularisation dans une université catholique à cause de la puissance du lobby pro-israélien. Maintenant, ce même lobby s'en prend au professeur William Robinson de l'université de Californie (Santa Barbara).

Quel est le crime de Robinson ?

Son cours sur les Affaires mondiales incluait certaines phases de lecture critique sur l'invasion israélienne de la bande de Gaza.

Le lobby pro-israélien a réussi apparemment à convaincre le Département de la Justice (sic) d'Obama que l'accusation d'espionnage portée contre deux responsables juifs de l'AIPAC, Steven Rosen et Keith Weissman, était un acte antisémite. Le lobby pro-israélien a réussi à faire reporter leur procès pendant 4 ans et aujourd'hui, le ministre de la Justice, Eric Holder, abandonne l'accusation.

Et pourtant, Larry Franklin, le fonctionnaire du Département de la Défense accusé d'avoir remis du matériel secret à Rosen et Weissman, purge une peine de 12 ans et 7 mois de prison.

Une telle absurdité est extraordinaire. Les deux agents israéliens sont déclarés non coupables d'avoir reçu des documents secrets, mais le fonctionnaire américain est coupable de le leur avoir remis ! S'il n'y a pas d'espion dans l'histoire, comment se fait-il que Franklin ait été reconnu coupable de remise de documents secrets à un espion ?

Criminaliser la critique d'Israël tue tout espoir pour l'Amérique d'avoir une politique étrangère indépendante pour le Moyen-Orient, une politique qui serve les intérêts américains plutôt que les intérêts israéliens. Cette criminalisation élimine toute perspective pour les Américains de sortie de leur endoctrinement par la propagande israélienne.

Pour garder l'esprit américain sous sa coupe, le lobby travaille à celer pour antisémitisme toute vérité ou tout fait désagréable se rapportant à Israël. Il est permis de critiquer n'importe quel autre pays au monde, mais c'est être

antisémite que de critiquer Israël, et l'antisémitisme sera bientôt un crime de haine universel dans le monde occidental.

La plus grande partie de l'Europe a déjà criminalisé la mise en doute de l'Holocauste. C'est un crime même si on confirme qu'il s'est bien produit mais qu'il y eut moins de 6 millions de juifs à être exterminés.

Pourquoi l'Holocauste est-il un sujet hors du champ de tout examen ?

Comment une situation étayée par des faits terribles pourrait-elle être mise en péril par des dingues et des antisémites ?

Certainement que cette situation n'a aucun besoin d'être protégée par un contrôle de la pensée.

Emprisonner les gens pour des doutes est l'antithèse de la modernité.

[Paul Craig Roberts

CounterPunch –

7 mai 2009 –

Paul Craig Roberts a été secrétaire adjoint au Trésor dans l'administration Reagan. Il est co-auteur du livre la Tyrannie des bonnes intentions.

traduction : JPP pour info-palestine.net

http://www.alterinfo.net/USA-Criminalisation-de-la-critique-d-Israel_a32305.html

1-2 Chems Eddine Chitour : L'indifférence de l'Occident.

«Celui qui m'a changé en exilé m'a changé en bombe...»

Rituellement nous nous souvenons qu'au mois de mai nous avons deux grands anniversaires qui donnent lieu à recueillement et prière. C'est d'abord le 8 Mai 1945, avec les massacres de Sétif, Kherrata et Guelma qui firent plusieurs milliers de morts (le général Tubert, en petit comité, parle de 15.000 morts, les nationalistes algériens de 45.000 morts), le deuxième événement est la Nakba qui a une saveur particulière avec les massacres demeurés impunis de Ghaza pendant trois semaines en janvier. Pour l'histoire, la Nakba est l'exacte réplique des atrocités occidentales envers les Juifs dont le point d'orgue fut justement l'holocauste.

Avec une rare lucidité et une description sans complaisance, Pierre Stambul de l'Union juive française pour la paix décrit la situation des Palestiniens. Écoutons-le: «Les Israéliens parlent de l'indépendance d'Israël, proclamée le 14 mai 1948 et aussitôt entérinée par l'ONU. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba, la catastrophe, la destruction de leur société et de leurs villages, suivie de l'exil de la grande majorité de la population. Aujourd'hui, il y a environ 5 millions de Juifs et 5 millions de Palestiniens qui vivent entre Méditerranée et Jourdain. Les premiers ont un Etat dit "juif" et occupent 90% de l'espace. Les seconds connaissent marginalisation, discriminations, assassinats "ciblés", misère et privation des droits élémentaires. 60 ans après la Nakba, des millions de Palestiniens sont toujours réfugiés, dispersés dans des camps du Proche-Orient, voire exilés plus loin. 60 ans après, les Palestiniens continuent de payer pour un crime européen: le génocide nazi. 60 ans après, c'est l'impunité d'Israël malgré les violations constantes du droit qui permet la poursuite de la destruction de la Palestine. Une injustice majeure a été commise: un nettoyage ethnique et l'expulsion de tout un peuple de sa terre.»(1)

Mensonges fondateurs

«L'histoire de la Palestine ancienne, poursuit-il, repose en partie sur les mythes bibliques. Ce qui est avéré, c'est qu'un peuple y a vécu (les Hébreux) mais jamais seul, toujours aux côtés d'autres peuples. (...) Les Juifs du Maghreb, ceux de l'ex-empire russe ou ceux du Yémen n'ont pas grand-chose à voir entre eux. Il y a pour les Juifs dispersés une communauté de destin liée à la religion. Il y a le souvenir mythifié d'un passé idéalisé et une prière ("l'an prochain à Jérusalem") qui n'a jamais été une aspiration à recréer un quelconque royaume. Les Juifs ont appris à vivre ou à survivre dans une situation de minorité. S'ils avaient un statut en pays musulman, ils ont subi en pays chrétien une longue suite de discriminations et de persécutions. L'antijudaïsme chrétien a produit l'interdiction de posséder la terre, l'enfermement dans le ghetto, les expulsions et les pogroms. Quand l'émancipation des Juifs a commencé en Europe, cet antijudaïsme s'est transformé en antisémitisme racial.»(1) Pierre Stambul nous décrit ensuite, le sionisme. Il écrit: Le sionisme a un côté nationaliste. Le sionisme élabore toute une série de «mensonges fondateurs». Alors que la grande majorité des dirigeants sionistes ne sont pas croyants, les sionistes s'emparent du récit biblique pour revendiquer un prétendu retour en terre promise et la reconstitution d'une nation (le «royaume unifié» dont l'existence n'est pas avérée). La Palestine est présentée comme une «terre sans peuple pour un peuple sans terre». Le sionisme a incontestablement un aspect colonialiste. Depuis plus d'un siècle, la même stratégie s'applique: s'emparer des terres, institutionnaliser le fait accompli, marginaliser le peuple autochtone, détruire son organisation sociale, expulser, repousser la frontière. (...) Le sionisme a un côté messianique. Pour créer l'Israélien nouveau, il a fallu «tuer» le juif, le cosmopolite, l'universel. Le sionisme a également transformé Israël en pion avancé de l'Occident et de l'impérialisme au Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël reçoit une aide colossale publique et privée des Etats-Unis et en même temps, aucun dirigeant américain ne semble en mesure de s'opposer à une décision qui ferait consensus chez les dirigeants israéliens.(...). Le sionisme utilise la peur comme un carburant: «Les Israéliens ont peur de ne plus avoir peur.»(1)

Parlant du mécanisme de l'épuration ethnique qui a suivi le partage, il écrit: «Tout d'abord, les années qui ont précédé la guerre ont été très défavorables aux Palestiniens. Le partage de 1947 de la Palestine n'était pas seulement incompréhensible pour les Palestiniens, mais il était très inégalitaire: l'Etat juif prévu par la partition était plus grand que l'Etat palestinien alors que les Juifs étaient moins nombreux. Si 10.000 Israéliens seulement

vivaient dans l'Etat palestinien, plus de 400.000 Palestiniens vivaient dans l'Etat juif. (...) Avant même le 14 mai, plus de 350.000 Palestiniens ont déjà été chassés de chez eux. Plusieurs documents de la Haganah (l'armée "officielle" israélienne) montrent que l'expulsion a été intentionnelle. L'historien Ilan Pappé parle du plan Dalet qui a organisé ce nettoyage ethnique. Quand la propagande israélienne répète inlassablement que "les Arabes sont partis d'eux-mêmes" à l'appel de leurs dirigeants, il s'agit d'un mensonge fondateur destiné à masquer le crime qui s'est déroulé, il y a 60 ans.»(1)

Le peuple palestinien a été trahi par les dirigeants des pays arabes voisins. Il n'y avait pas la moindre coordination entre les troupes irakiennes, syriennes, égyptiennes ou jordaniennes, chaque armée agissant pour son compte personnel. Pire, la Jordanie, qui avait l'armée la plus forte, avait un accord secret avec la direction sioniste. Le bilan de la guerre de 48, ce sont 6000 morts israéliens et 13.000 morts palestiniens. Mais ce sont surtout 800.000 expulsés. Les villages ont été détruits et leur trace a souvent été effacée. Dès 1949, les terres des expulsés ont été confisquées. Israël a reconnu formellement le droit au retour des Palestiniens au moment des armistices de 1949, mais tout a été fait pour rendre impossible ce retour. (...) Les Palestiniens qui ont échappé à l'expulsion en 1948 forment aujourd'hui avec leurs descendants 20% de la population israélienne. Certains dirigeants israéliens regrettent «qu'on n'ait pas achevé la guerre de 48», qu'on n'ait pas expulsé tous les Arabes.(1)

Le peuple palestinien est un peuple de réfugiés. Pendant des années, tout a été fait pour effacer son existence, pour le diluer dans le monde arabe, pour transformer le conflit israélo-palestinien en guerre israélo-arabe. La guerre de 1967 est un tournant. Le gouvernement travailliste de l'époque prend la décision immédiate de coloniser les territoires occupés. Pour y parvenir, les travaillistes ont fortement contribué à créer le courant national-religieux. Cette mouvance intégriste représente aujourd'hui 25% de la société israélienne. 40 ans plus tard, il y a 500.000 Israéliens installés en territoire occupé. Il y a les colons religieux qui ont accaparé les terres, l'eau, les routes. Mais il y a aussi les colons économiques attirés par les loyers à bas prix. Les limites de Jérusalem se sont considérablement étendues. Les nouvelles colonies du secteur (sur les ruines d'anciens villages palestiniens dont celui de Deir Yassine) deviennent des quartiers et sont progressivement intégrées à Jérusalem. La frontière a disparu. La ligne verte (la frontière de 1949) a été effacée. Elle ne figure sur aucune carte ou aucun livre scolaire israéliens. C'est une véritable société d'Apartheid qui s'est instaurée en Cisjordanie, en toute impunité.(1)

On ne s'imagine pas qu'un peuple qui vit étranger sur sa terre voire dans une prison à ciel ouvert, a des besoins des institutions qui tentent tant bien que mal de fonctionner malgré la poigne de fer du régime d'Israël. La Palestine dispose d'une douzaine d'universités et de centaines d'écoles. Un Rapport spécial décrit cela: «En ce jour où les Palestiniens, en Palestine occupée et en diaspora, commémorent la Nakba. Derrière la froideur des chiffres et des pourcentages, se dessine de façon poignante l'image d'une Palestine jeune et vivace, mais dévastée par 61 ans d'occupation sioniste impitoyable. Le Bureau Central Palestinien des Statistiques décrit la Nakba de Palestine comme une période noire de l'histoire moderne du peuple palestinien. Les Palestiniens ont été chassés de leur patrie, et leurs maisons et leurs propriétés leur ont été volées (...) Plus des trois-quarts de la Palestine Historique ont été occupés lors de la Nakba de 1948. De plus, 531 villes et villages palestiniens ont été détruits, et 85% de la population palestinienne a été exilée et déplacée.»(2)

«Cependant, la Nakba de la Palestine fut un processus de nettoyage ethnique, aussi bien que la destruction et l'exil d'une nation désarmée pour la remplacer par une autre nation Plus de 800.000 des 1,4 million de Palestiniens (la population palestinienne vivant en 1948 dans 1300 villes et villages palestiniens) ont été chassés de leur patrie vers la Cisjordanie et la Bande de Ghaza, les pays arabes voisins et d'autres pays dans le monde. Selon des preuves documentées, les Israéliens ont pris le contrôle de 774 villes et villages pendant la Nakba et ont détruit 531 villes et villages palestiniens. Les atrocités des forces israéliennes comprennent également 70 massacres de Palestiniens et la mort de 15.000 Palestiniens pendant la période de la Nakba. Le nombre de Palestiniens a été multiplié par 7 depuis la Nakba de 1948. La population palestinienne en 1948 était de 1,4 million de personnes, comparée aux 10,6 millions à la fin de 2008. La population palestinienne est estimée à 3,88 millions à fin 2008. La Nakba a fait de la Bande de Ghaza l'endroit le plus peuplé au monde 4010 personnes/km² en 2008.» «Selon les données, le nombre de colonies israéliennes en Cisjordanie était en 2008 de 144. Des estimations montrent que le nombre de colons juifs en Cisjordanie était en 2008 d'un demi-million. Les chiffres montrent que la plupart des colons juifs vivent dans le gouvernorat de Jérusalem, représentant 54,6% du nombre total de colons en Cisjordanie.

L'expansion et le mur d'annexion avalent environ 15% de la Cisjordanie. Le Territoire Palestinien fait 6020 km², dont 5655 km² en Cisjordanie et 365 km² dans la Bande de Ghaza. Le nombre des martyrs de l'Intifada Al-Aqsa entre le 29 septembre 2000 et le 31 décembre 2008 s'élevait à 5 901 (5569 hommes et 332 femmes). Au 17 avril 2009, le rapport indique également qu'il y a plus de 11.000 Palestiniens derrière les barreaux israéliens, dont 68 femmes, 400 enfants». Voilà l'Etat des lieux actuel. Peu de gens savent qu'Israël est le seul État dont l'admission [à l'ONU] était conditionnelle. En vertu de la Résolution 273 de l'Assemblée générale, Israël a été admis à condition d'accorder à tous les Palestiniens le droit de retour dans leur foyer, et une compensation pour les biens perdus ou endommagés, selon la Résolution 194 de l'Assemblée générale, paragraphe 11. Dernier crime en date celui de Ghaza: 1400 morts dont 400 enfants. Une école de l'ONU a été bombardée: 40 morts. Ban Ki-moon visite les décombres fumants et pour une fois proteste...mollement. «Je considère les bombardements israéliens excessifs et les attaques de fusées en direction d'Israël comme complètement inacceptables.» Ce qu'il disait en réalité est qu'il avait trouvé l'attaque israélienne sur Ghaza parfaitement acceptable, mais qu'il était uniquement en désaccord avec le tonnage des explosifs qui devraient être lâchés par les avions israéliens. Il devrait donc

spécifier exactement combien d'enfants morts, combien de maisons démolies, combien de victimes de brûlures, combien de mosquées détruites il tolérerait comme non «excessif». La moitié du nombre de tués et la moitié des dommages infligés seraient-elles raisonnablement non-excessives, ou peut-être un tiers? L'enquête, menée par Ian Martin, ancien directeur d'Amnesty International, accuse Israël de ne pas avoir protégé les infrastructures de l'ONU ni les civils, écarte comme «fausses» les affirmations israéliennes selon lesquelles les combattants du Hamas tiraient depuis les bâtiments des Nations unies. En définitive.(3)

Une deuxième Nakba?

L'Union européenne a pleinement admis le caractère criminel des agissements israéliens, Dans un rapport destiné à rester confidentiel daté du 15 décembre 2008, l'Union européenne accuse le gouvernement israélien d'utiliser le développement de la colonisation, la construction du mur de séparation, la planification des voies de circulation, l'instauration du régime des permis de résidence et de déplacements imposés aux Palestiniens pour "poursuivre activement l'annexion illégale de Jérusalem-Est". Après avoir rappelé que la politique de l'Union européenne, face à la question de Jerusalem est fondée sur la Résolution 242 des Nations unies, c'est-à-dire sur le caractère "inadmissible de l'acquisition de territoires par la force", le document constate que "la construction de colonies à Jerusalem-Est et autour de Jerusalem-Est continue à un rythme rapide, contrairement aux obligations d'Israël, au regard de la légalité internationale La politique israélienne des faits accomplis affaiblit le soutien au processus de paix".(4)

Que faut il en déduire? Israël ne sera jamais coupable! C'est inscrit dans le deal de la repentance éternelle de l'Occident. La nomination de Liberman est un signe. C'est lui qui parle de noyer les prisonniers politiques palestiniens dans la mer Morte (juillet 2003), exécuter les députés palestiniens à la Knesset qui ont des contacts avec le Hamas ou qui ont commémoré l'expulsion de 1948 (mai 2006)...Israël est ainsi conforté. Elle veut un Etat juif non laïc, cela veut dire qu'une deuxième Nakba se prépare pour les 20% d'Arabes israéliens qui iront dans le futur bantoustane Palestine. On l'aura compris, on ne parle plus des réfugiés de 1948. Curieusement, tout le monde, même le pape parle de deux Etats, véritable piège mortel pour la Palestine; mais même cela ce n'est pas acquis. Fidèle à sa politique séculaire, Israël ouvre plusieurs fichiers en même temps, elle veut d'abord régler le problème iranien avec l'appui des Arabes et notamment du pharaon égyptien qui est loin du charisme de Nasser. Nul doute que la réunion avec Obama ne débouchera pas sur quelque chose de contraignant pour Israël. Ainsi va ce Monde....

1.Pierre Stamboul, Il y a 60 ans, la Naqba. Mille Babords le 4/05/2008

2.Rapport spécial pour le 61e anniversaire Bureau central palestinien des statistiques 15 mai 2009

3.<http://www.almanar.com.lb>, <http://electronicintifada.net/v2/ar..>

Traduction de l'anglais: Claude Zurbach <http://www.info-palestine.net/>

4.René Backmann, Rapport confidentiel de l'Union européenne sur Jérusalem-Est, NouvelObs.com, 19.03.2009.

Pr Chems Eddine Chitour

Pr Chems Eddine Chitour, Ecole nationale polytechnique

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Chems-Eddine_Chitour.180509.htm

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2 Guillermo F. PARODI : Ratzinger, désinformé acritique ou complice du racisme et de l'agressivité impitoyable d'Israël ?

Même mon fils de 12 ans, rien qu'en lisant mes traductions, connaît la différence entre sionisme et judaïsme. Le sionisme est un mouvement laïque, nationaliste et raciste qui est né il y a un peu plus d'un siècle, et s'est concrétisé par la création de l'État d'Israël sur les terres des Palestiniens, qui ont subi un horrible nettoyage ethnique.

Le judaïsme est une religion de plus de 5.000 années (lunaires, NdR) qui a légué ses Dix Commandements au christianisme (dont ceux-ci: Tu ne tueras point et Tu ne mentiras point).

Il est inadmissible que Ratzinger, « représentant de Dieu sur terre » pour les catholiques, soit ou bien un désinformé acritique ou un complice du racisme et de l'agressivité impitoyable d'Israël, en faisant une visite officielle du 11 au 15 mai, en vue de la réconciliation.

Mais réconciliation avec qui ? Avec les sionistes ?

L'État d'Israël d'aujourd'hui est devenu puissant parce qu'il « a volé » le nom biblique d'Israël et a convaincu les juifs de la diaspora que c'était la terre de tous les juifs, alors que ses rabbins orthodoxes savent bien que le retour à Jérusalem doit se réaliser - selon leurs écritures -, seulement quand la Messie apparaîtra [1].

Même les juifs qui demeurent en Iran (et ils sont très respectés) ou dans une quelconque partie du monde, et qui n'ont pas été atteints par cette fureur assassine qui prédomine dans les instances dirigeantes et dans 95% des citoyens israéliens, sont au courant de cette escroquerie et de cette tromperie.

Pour les laïcs dubitatifs il suffit de mentionner le massacre impitoyable que les Israéliens ont commis à Gaza du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 (opération Plomb Fondu) [2] - rappelons les résultats : 1.300 Palestiniens sont morts, dont 410 étaient des enfants, qui ont même été abattus avec de nouvelles armes testées sur leurs corps, face aux 10 (dix) soldats israéliens morts -, qui est une preuve indiscutable que cela n'a pas été une

guerre, mais plutôt une chasse à des êtres humains comme s'ils étaient des lapins. Les mensonges permanents comme quoi ils n'ont pas utilisé de bombes au phosphore blanc ou qu'ils n'ont pas utilisé de nouvelles armes ont été rapidement démasqués par les mêmes médias qui avant les avaient auparavant avalisés.

Le thème de la rupture de la trêve a aussi été révélé comme étant un mensonge, l'utilisation de boucliers humains pour lancer des missiles constitue un attentat à tout esprit moyennement informé. Déjà au cours de la guerre des Malouines les courageux petits soldats argentins - victimes de la mégalomanie de Galtieri-, changeaient rapidement leurs mortiers de place car à cette époque (1982) il existait déjà des appareils pour détecter le point précis de départ des projectiles. Un peuple qui tue et qui ment ne peut pas s'ériger en représentant de la religion juive. Jamais !

Bon, petit ami Ratzinger c'est déjà la seconde visite, la première a été celle au responsable de la mort de plus d'un million d'Irakiens et d'Afghans, l'ineffable George W. Bush [3], avec sourires et embrassades, et...maintenant celle-ci !

Non Ratzinger, nous ne sommes pas des arriérés mentaux, nous ne pouvons pas accepter que vous, un théologien de profession et un gardien de la Doctrine de la Foi, ne sachiez pas ce que tous nous savons et que vous alliez voir bêtement ce gouvernement tricheur, impitoyable et implacablement raciste pour lui demander pardon pour l'Holocauste, pour l'Inquisition et pour la persécution des juifs pour « déicide ». Les juifs, ce ne sont pas eux, idiot !

Notes

[1] le danger, en Israël, vient du mélange de la foi avec le nationalisme.

<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=84414>

[2] Attaque à Gaza - Recherche d'images sur Google.

http://images.google.com.ar/images?hl=es&q=ataque+a+Gaza&um=1&ie=UTF-8&ei=x9cFSpPGN4SktgfYo7GOBw&sa=X&oi=image_result_group&resnum=5&ct=title

[3] Benoît XVI et l'occasion perdue. <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=52116>

Guillermo F. PARODI

Traduit par Esteban G. Édité par Fausto Giudice

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7632&lg=fr>

2-2 Qui est Dov Weissglass ?

Dov WeissGlass Ancienne Eminence Grise de Sharon.

Lobby Macarthyste CRIF AIPAC...

Dans un article publié récemment dans le quotidien israélien en ligne ynetnews .com, Weissglass rend hommage à l'expertise du lobby sioniste dans la manipulation des dirigeants politiques américains pour faire passer les intérêts sionistes comme étant ceux des US.

De par ses activités comme éminence grise de Sharon à Washington pendant plusieurs années, Weissglass sait bien sûr de quoi il parle

Qui est Dov Weissglass ?

Avocat de Tel Aviv, défenseur des services de sécurité du Shin Bet et du Mossad dans les commissions d'enquête , ou des responsables de ministères accusés de corruption, il est devenu le conseiller de Sharon, ex premier ministre d'Israël, et son représentant auprès de la super-puissance américaine. éminence grise de ce dernier aux Etats Unis, il a entretenu des relations étroites avec l'Administration de G. W. Bush avec qui il était fréquemment en contact téléphonique et qu'il rencontrait chaque mois lors de ses allées retour Tel Aviv-Washington. Promoteur du plan de retrait de Gaza en 2005, il s'est fait remarquer sur la scène politique internationale bien avant l'actuel ministre des affaires étrangères raciste fasciste, Avigdor Lieberman, par ses propos brutaux, négatifs du conflit israélo palestinien. Ainsi de ce plan de "désengagement " il a dit :

" Le plan permet de maintenir le principe de l'ordre des événements. C'est la bouteille de formol où on place la formule de Bush afin de la conserver pendant longtemps. En fait le désengagement c'est le formol qui est nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens....Le processus de paix c'est un tas de concepts et d'engagements : un Etat palestinien avec tous les risques que ça entraîne, l'évacuation des colonies, le retour des réfugiés, la partition de Jérusalem. Tout ça est gelé...Le « paquet » qu'on appelle l'Etat palestinien, avec tout ce que ça comporte, est effectivement rayé de l'agenda indéfiniment."

AIPAC présenté par Dov Weissglass

Weissglass de par ses fonctions d'éminence grise de Sharon à Washington a été fréquemment en contact avec le lobby sioniste AIPAC dont les membres fréquentent assidument les couloirs du Congrès, notamment la semaine dernière après la conférence annuelle organisée par le Lobby et à l'occasion de laquelle Weissglass témoigne dans un article publié sur le site de Ynetnew.com. de sa "gratitude" et de sa "fierté" (selon le site) pour le Lobby. Rien de neuf lors de cette conférence, la cible du Lobby restant la même : l'Iran, contre lequel AIPAC, par le biais de certains représentants dont l'élection au Congrès est financée par ce lobby sioniste, présente une nouvelle proposition de loi visant à sanctionner les entreprises étrangères qui fournissent des produits pétroliers raffinés (gazoil...) aux Iraniens. C'est de tradition, chaque année, à la fin de sa conférence, qu'AIPAC lâche ses propagandistes sionistes dans les couloirs du Congrès pour qu'ils aillent faire pression sur les membres pour qu'ils votent la ou les lois que le Lobby présentent.

C'est donc à toutes ces actions en faveur du régime sioniste que Weissglass rend hommage, donnant un aperçu clair de l'influence du puissant lobby sioniste sur la politique étrangère des US. Ce qui suit est une brève

présentation d'AIPAC par Weissglass qui en dit long.

"L'essence de l'activité d'AIPAC c'est de soigner les liens entre Israël et les Etats Unis. Elle bénéficie d'une connaissance profonde des deux administrations américaine et israélienne, de même que d'une compréhension détaillée des composantes cette relation entre les deux pays. AIPAC est sensible et vigilante quant à une quelconque possibilité d'incidents dans les liens entre les deux états et fournit de grands efforts pour les éviter. AIPAC a accumulé une vaste expérience dans la médiation entre les deux administrations. Son action secrète, modeste, et loin du regard du public, fait de l'organisation une interlocutrice intime et une confidente à qui on peut faire confiance pour les dirigeants et personnalités publiques à la fois ici et là bas. L'alliance entre Israël et les US est l'atout diplomatique le plus important d'Israël, et AIPAC a apporté une immense contribution en établissant et en soignant cette alliance - pour cela le peuple d'Israël a une dette à son égard."

Ensuite il décrit comment dans ses activités d'éminence grise de Sharon à Washington, il a eu recours aux services du Lobby.

"Le premier ministre Ariel Sharon, et nous, ses conseillers, avons énormément apprécié l'organisation et ses dirigeants. Nous avons fait en sorte de rechercher leur conseil avant et après chaque rencontre avec le Président, nous leur avons demandé leur opinion sur la plupart des questions impliquant les deux pays, et nous avons partagé avec eux toute idée concernant les liens Israël - US. Nous avons ressenti une dette à leur égard."

Aux Etats Unis, toute organisation agissant pour le compte d'un gouvernement étranger doit s'enregistrer comme telle. AIPAC a toujours systématiquement refusé de le faire avançant habilement comme argument qu'elle œuvrait à promouvoir les liens entre les deux pays. Il est clair pourtant dans les faits que le Lobby sioniste fait passer les intérêts de Tel Aviv avant ceux de Washington ou plus précisément fait constamment croire à l'administration américaine, quelqu'elle soit, que les intérêts du régime sioniste sont les mêmes que ceux des Etats Unis.

AIPAC défend traditionnellement la politique du Likud et donc actuellement de son dirigeant et premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Dans les années 90, selon un article publié en Mars dernier par un ancien lobbyiste en chef d'AIPAC, Douglas Bloomfield, le lobby sioniste a agi en coulisses pour faire échouer les Accords d'Oslo que Netanyahu désapprouvait.

Pour donner un aperçu de l'ambiance de la conférence de cette année, où se sont retrouvés quelques 6 500 membres du Lobby , plus la moitié des membres du Congrès américain ainsi que de nombreuses personnalités politiques américaines et israéliennes, l'ancien dirigeant du parti républicain, Gingrich, qui reste très influent au sein de son parti, s'est vu gratifier d'applaudissements et d'ovations particulièrement soutenues lors de son intervention le premier jour de la conférence. Se focalisant sur l'Iran, sujet principal de la conférence, il a prôné un changement de régime à Téhéran.

" Nous devons briser le sophisme du juriste comme quoi toutes les nations sont égales... Il existe des régimes avec lesquels vous ne pourrez jamais passer un accord parce qu'en fait ils sont le mal"... Discuter de bonne foi et chercher la réconciliation avec Adolphe Hitler cela aurait été sans issue, parce qu'il personnifiait le mal. Ahmadinejad, s'il obtient les armes, sera aussi diabolique qu'Hitler".

Outre reprendre la diabolisation du président iranien qu'AIPAC et Netanyahu répètent en boucle à longueur de discours, Gingrich a préconisé une action militaire préventive pour détruire les missiles de l'Iran sur leurs lieux de stockage, et a vigoureusement soutenu les sanctions concernant l'approvisionnement de l'Iran en produits pétroliers raffinés, pour " briser" l'économie de l'Iran, et "chasser les ayatollahs". C'est à ce genre de propos "pacifiques" que les membres d'AIPAC ont applaudi à tout rompre.

http://www.planetenonviolence.org/Portrait-D-AIPAC-Par-Dov-WeissGlass-Ancienne-Eminence-Grise-de-Sharon-A-Washington_a1904.html?preaction=nl&id=8073564&idnl=50231&

2-3 Deb Reich : Ne parlez pas, mince alors !

La police israélienne est devenue la risée du monde.

Regardez ce qu'elle a fait : Il s'agissait d'une opération précise, dont l'heure avait été programmée pour avoir un maximum d'impact, juste avant la Journée du Souvenir de la nation, destinée à intimider des idéalistes civils non armés, dont le crime présumé est de toujours contester la sagesse de l'esprit militaire dominant dans ce pays (en cherchant à le "civil-iser").

New Profile est un mouvement créé essentiellement par des femmes.

Il a été dirigé pendant une décennie d'une façon fluide, égalitaire, non-hiérarchique, comme un partenariat entre tous ses militants.

Aucune chaîne de commandement ! Wow ! Insupportable !

Au matin du 26 avril 2009, des policiers se sont présentés au domicile de cinq de ses militants, ont confisqué leurs ordinateurs, arrêté les audacieux promoteurs de la liberté d'expression et, plus généralement, ont fait descendre toutes leurs forces de police.

Apparemment ils avaient des mandats de perquisition (est-ce que cela rend les choses meilleures, ou pires ?).

Deux de ces cinq promoteurs de la liberté d'expression étaient des femmes professionnelles plus âgées. Les suspects ont été inculpés, dûment interrogés et, enfin, après plusieurs heures, libérés sous caution... (et voilà pourquoi les policiers pourraient rougir s'ils devaient l'admettre plus tard) - à condition de ne pas parler aux autres femmes du mouvement pendant un mois !

Pas d'appels téléphoniques, d'emails, ou de réunions !

Ne pas parler, mince alors !

Mesdames et Messieurs, pensez-y : ne pas parler ?

Est-ce réaliste ?

Est-ce même possible ?

Les femmes parlent ensemble, c'est ce que nous faisons. - Un mois entier ?

Pensez à qui sont ces femmes de New Profile et ce qu'elles font réellement.

Les femmes de New Profile travaillent en étroite collaboration et elles le font depuis des années.

Elles consacrent de longues heures à leur mission, en tant que bénévoles.

Donc, c'est quoi ce travail ?

Beaucoup de jeunes israéliens sont profondément troublés d'être enrôlés de force dans une armée d'occupation qui domine brutalement plus de 3,5 millions de voisins privés du droit de vote.

Mais un adolescent israélien avec des doutes sur l'armée ne peut pas toujours en parler à maman et papa.

Trop souvent, le papa et la maman ont gobé la façon de voir les choses la plus répandue qui considère les voisins comme une menace existentielle permanente, et donc le service militaire comme une nécessité regrettable. Le lavage de cerveau complet qui commence dès le préscolaire est considéré comme normal. Les jeunes Israéliens qui le refusent peuvent tout simplement choisir d'émigrer, et légions l'ont fait, mais tout le monde n'a pas un endroit où aller.

Pendant ce temps, la réalité de servir dans une armée de conquête, piétinant régulièrement sur les droits de l'homme des autres - que la réalité conduit un grand nombre de conscrits à disparaître ou même à envisager de se suicider.

Ce genre de chose est probablement plus répandue qu'on ne le pense, puisque l'armée, pour des raisons évidentes, préfère garder le tenir secret.

New Profile a évolué pour contrer cette réalité avec des groupes de dialogue, des présentations, des expositions, des aides individuelles, des imprimés, un site web, etc.

Tout cela est conçu pour fournir un contexte des droits de l'homme internationalement reconnu pour les dilemmes rencontrés par les recrues des FOI : une voix réconfortante face à la folie militaire dominante. Rien qu'en tant que force de prévention du suicide, les militants de New Profile sauvent très probablement la vie de dizaines de jeunes par mois.

Ils devraient recevoir une médaille !

Pensez-y : est-ce qu'une société en guerre permanent est vraiment le genre de foyer que les Juifs fuyant les pogroms en Europe recherchaient en Palestine ?

Est-ce que le succès du militarisme israélien est tellement irréprochable qu'un débat public sur le fond n'est pas indiqué ?

Est-ce que la viabilité à long terme de la relation actuelle d'Israël avec ses voisins semble vraiment rassurante que personne ne soit autorisé à dire : «Hey - l'empereur a l'air tout nu" ?

Hélas, historiquement parlant, ce n'est pas nouveau que les plus hauts échelons du gouvernement d'un pays, encouragés par une violente campagne de dénigrement dans plusieurs de ses grands médias, choisissent de considérer la liberté d'expression comme une trahison. Mais l'idée que des femmes adultes, unies dans un combat de conscience pour établir un certain contrepoids à l'opinion du monde sur leur pays, vont devoir s'abstenir de parler les unes aux autres pendant un mois ? Ca, c'est nouveau !

D'autre part, peut-être que la police sait que c'est impossible et infaisable. Peut-être que cette clause précise a été prévue de manière à avoir une excuse pratique pour suspendre la liberté sous caution de ces femmes et les incarcérer, si la police juge bon de le faire ("Vous les femmes, vous étiez ENCORE EN TRAIN DE PARLER ENSEMBLE ! Vous êtes subversives !"). Peut-être qu'à la réflexion, il n'y a pas matière à rire.

Mais, il y a encore une chose à considérer.

Quand un groupe d'officiers de police tentent d'intimider une fraternité de femmes courageuses pour les obliger à se soumettre, les femmes ont tendance à devenir plus déterminées.

Le pouvoir n'est durable à long terme que lorsque vous le partagez, et les femmes de New Profile le savent très bien. Elles argumentent leurs exposés d'une façon très cohérente. Cependant, il faudra beaucoup de temps avant de voir de réels changements dans le coin, je ne me fais pas d'illusions.

Deb Reich

Deb Reich, mère de deux enfants, est un écrivain et traducteur en Israël et Palestine.

Sources [ISM](#)

05-09

<http://palestine.over-blog.net/article-31048304.html>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Gideon Spiro : «Israël est un baril de poudre bourré d'armes de destruction massive»

Gideon Spiro écrit au Président Obama

Le 19 avril 2009
Au President Barack Obama
La Maison Blanche
Monsieur le Président,

Je suis un journaliste israélien et un militant des droits de l'homme et je vous écris pour vous demander d'intervenir pour empêcher une conflagration nucléaire au Moyen-Orient.

Le 17 avril 2009, le prestigieux quotidien Haaretz, auquel on se réfère souvent comme au "New York Times d'Israël", a publié un éditorial - signé de son principal commentateur sur les questions de défense et de sécurité- appelant à une action militaire d'Israël contre le projet nucléaire iranien.

Quand un journal considéré comme libéral et modéré publie un tel article - à un moment où un gouvernement d'extrême-droite assume le pouvoir- les sirènes d'alarme devraient se déclencher.

La tâche d'empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires est une tâche importante, mais le moyen d'atteindre cet objectif ne réside pas dans une action militaire, mais bien dans un effort international pour créer un Moyen-Orient dépourvu d'armes nucléaires, biologiques et chimiques. Il est impossible d'atteindre cet objectif sans s'occuper de la principale cause de la course aux armes nucléaires : Israël.

C'est Israël qui a poussé le Moyen-Orient dans une course aux armes de destruction massive. Grâce aux actions courageuses du lanceur d'alerte nucléaire Mordechai Vanunu - qui a révélé en 1986, dans une interview au Sunday Times, ce qui se passait derrière les murs du réacteur nucléaire de Dimona - nous savons qu'Israël est armé de centaines de bombes atomiques et thermonucléaires. Si l'on ajoute qu'Israël produit aussi des armes biologiques et chimiques à l'Institut Biologique Nes Ziona, alors émerge une image effrayante : celle d'un Etat, plus petit que la plupart des circonscriptions électorales des Etats-Unis, qui est un baril de poudre bourré d'armes de destruction massive.

Sans même parler de ses énormes quantités d'armes conventionnelles.

Une attaque israélienne contre l'Iran aurait selon toute probabilité des conséquences désastreuses, pouvant entraîner la région dans un conflit nucléaire aboutissant à l'anéantissement d'Etats de la région. Dans ce scénario, Israël pourrait bien être rayé de la carte. Le ministre des Affaires étrangères qui vient d'être nommé, un colon et un va-t-en-guerre qui par le passé a menacé l'Egypte d'un bombardement du barrage d'Assouan, est devenu un acteur-clef dans toute opération d'Israël qui impliquerait la gâchette nucléaire. Par une ironie de l'histoire, Israël, qui héberge tant de survivants de l'Holocauste, est devenu le foyer de dirigeants extrémistes, prêts à déclencher le prochain holocauste - un holocauste nucléaire.

Mais les répercussions d'une attaque israélienne contre l'Iran iront bien au-delà de notre région. Il est plus que probable qu'elles auront des effets dévastateurs dans le reste du monde, y compris aux Etats-Unis auxquels ils causeront un tort massif.

Les agences de renseignement à travers le monde se concurrencent pour spéculer sur les capacités nucléaires de l'Iran. Leurs estimations varient et s'opposent parfois diamétralement. La vérité, c'est que personne ne sait ce que l'Iran cache dans ses installations, mais il peut être utile de faire un rapprochement avec le cas d'Israël. Aujourd'hui nous savons qu'Israël a développé ses armes nucléaires en trompant le gouvernement des Etats-Unis. Vous connaissez certainement l'histoire de votre prédécesseur, le président John F. Kennedy, qui a essayé d'empêcher Israël d'acquérir des armes nucléaires. Il savait quels dangers ce programme entraînerait pour la stabilité régionale et mondiale. Mais le gouvernement d'Israël a réussi à tromper les inspecteurs américains envoyés à Dimona, et la suite -comme on dit- est devenue de l'histoire. Les Iraniens ne sont pas moins habiles qu'Israël.

La situation dans laquelle Israël conserve son monopole nucléaire ne pourra pas durer éternellement, étant donné qu'un Etat israélien nucléaire est pour les autres une incitation permanente à s'équiper eux-mêmes d'armes similaires. L'unique moyen efficace et pacifique d'en finir avec cette course elle-même destructrice aux armes de destruction massive, c'est le désarmement nucléaire de la région. Et c'est ici que vous pouvez, en tant que président des Etats-Unis, assumer un rôle de leadership historique.

Les Etats-Unis et Israël sont des alliés - selon la formule consacrée que répète chaque homme politique américain. En réalité, cette alliance est d'une nature assez spéciale : l'un des pays finance et l'autre est financé. La puissance d'Israël repose en grande partie sur l'aide militaire et économique des Etats-Unis. Sans les milliards de dollars que les Etats-Unis lui transfèrent, Israël serait incapable de financer l'Occupation, les colonies, l'armée, et, bien entendu, son arsenal nucléaire.

M. le président, vous avez été élu pour être le champion d'une ère de rapprochement entre les nations hostiles, de lutte contre la pollution mondiale, et d'élimination des armes nucléaires. Pour atteindre ces buts, il est nécessaire de serrer la bride à Israël, de le contraindre à accepter un régime de désarmement nucléaire dans notre région, et de l'obliger à ouvrir toutes ses installations nucléaires et ses sites de missiles aux inspections internationales. Idem pour l'Iran et pour les autres Etats du Moyen-Orient.

Dans une région aussi volatile que la nôtre, où Juifs et Musulmans revendiquent un lien direct avec le Tout-Puissant et prétendent même parler en Son nom, l'existence d'armes nucléaires représente une grave menace pour la paix du monde. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne Israël et l'Iran, où bien des gens croient à Armageddon, l'Apocalypse, comme à un prélude à la rédemption, et où certains de ces extrémistes occupent des positions clefs dans le gouvernement. Il est grand temps que les dirigeants américains exigent de tous les acteurs de la région une politique de désarmement mutuel, afin de prévenir les conséquences désastreuses d'une conflagration nucléaire.

Je vous implore d'agir dans l'esprit de cette lettre avant qu'il ne soit trop tard.

(*) Cf. Yossi Melman, I Would Advise Netanyahu to Attack Iran (Je conseillerais à Netanyahu d'attaquer l'Iran), Haaretz (<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1078897.html>)

Respectueusement,

Gideon Spiro

Membre fondateur du Comité Israélien pour un Moyen-Orient sans Armes Atomiques, Biologiques et Chimiques.

Gideon Spiro

Journaliste israélien et militant des droits de l'homme

Traduction de Jean-Marie Matagne autorisée par l'auteur © [ACDN](http://www.acdn.net/), 8 mai 2008.

Source : ACDN

<http://www.acdn.net/>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses/Gideon_Spiro.190409.htm

3-2 Bravo, mon Général !

Une fois n'est pas coutume: cette semaine je tiens à transmettre des félicitations les plus chaleureuses et mes remerciements les plus sincères à l'homme que vous voyez ci-contre, le Général de brigade Avichai Mandelblit, procureur général de l'armée israélienne.

Ce brave général-procureur vient une fois de plus donner raison à la sentence de Georges Clémenceau: "la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique."

Il vient en effet de classer sans suite l'ébauche d'enquête engagée sur les témoignages de soldats israéliens parus en Israël, sur des crimes de guerre commis à Gaza en janvier. Ces témoignages se fondaient, selon Mandelblit, sur des "ouï-dire", donc: circulez, il n'y a rien à juger.

La justice militaire israélienne n'en est pas à son premier déni de réalité et de justice. Ainsi, le résultat des 30 plaintes déposées pour des meurtres de civils palestiniens pendant la 2ème Intifada (4747 victimes, dont 942 femmes et enfants) a été squelettique : 5 condamnations, dont une seule à une peine de prison quelque peu consistante.

Vous vous demandez donc pourquoi je tiens à féliciter le Général Mandelblit ? Eh bien, c'est très simple : sa décision de classer sans suite les crimes de guerre commis à Gaza ouvre une avenue royale à la Cour pénale internationale pour juger ces crimes. En effet, si la justice civile ou militaire israélienne décidait d'ouvrir une enquête sur ces crimes, cela paralyserait toute action de la CPI. Il ne reste plus qu'à prier pour que la justice civile israélienne n'ait pas la mauvaise idée d'ouvrir une enquête sur ces mêmes crimes.

Je pêche peut-être par excès d'optimisme, mais je crois que les autorités pénitentiaires de la prison Haaglanden à Scheveningen peuvent commencer à préparer les suites destinées à accueillir les Ehud Barak, Tzipi Livni, Ehud Olmert et autres criminels de guerre. Et M. Pidakos, le directeur de la prison, peut commencer à prendre des dispositions pour pouvoir fournir des plateaux-repas kasher à ses futurs hôtes.

<http://kayman-coupsdedent.blogspot.com/>

3-3 Bil'in : Un village qui ne se rendra jamais.

Il y a quatre ans, les travaux de construction du Mur de Séparation ont commencé en plein milieu de Bil'in, un village situé non loin de Ramallah. Celui-ci a perdu presque 60% de ses terres agricoles qui constituent la principale source de revenus de ses habitants.

Les habitants de Bil'in ont présenté plusieurs fois leur cas devant la Cour Suprême israélienne.

En septembre 2007, celle-ci a finalement jugé que le tracé du Mur de Séparation était préjudiciable pour Bil'in et qu'il devait être modifié. L'application de ce jugement aurait du permettre à Bil'in de récupérer presque 50% des terres qui lui avaient été volées en 2004.

Malgré tous ces jugements et la législation internationale qui considère que le Mur est illégal, les travaux continuent et les terres de Bil'in continuent à être volées.

Pour protester contre le vol de leurs terres, les habitants du village ont organisé des manifestations hebdomadaires non violentes au pied du Mur. Chaque vendredi, les villageois, des militants internationaux et la presse se réunissent près de la mosquée et après la prière ils défilent ensemble jusqu'au Mur. C'est avec des gaz lacrymogènes qu'Israël répond à ces manifestations, ainsi qu'avec des balles en caoutchouc, des balles d'acier enrobées de caoutchouc, des grenades assourdissantes et des tirs à balles réelles.

Pour la première fois, il y a trois semaines, les soldats israéliens ont assassiné à Bil'in un manifestant pacifique. Son nom était Bassem Abu Rahmah. Ils lui ont tiré en pleine poitrine à environ 30 mètres de distance à tir tendu avec une nouvelle grenade lacrymogène à grande vitesse qui a la forme d'une balle. Il est mort sur la route l'hôpital de Ramallah.

Malgré les dangers, les manifestations n'ont pas cessé.

Mondher Abou Rahmah, un villageois de Bil'in, se rend aux manifestations depuis leur début il y a quatre ans. Sa famille a perdu 15 dunums* de sa terre à cause du Mur. Il a été blessé deux fois au cours des manifestations, une fois ils lui ont tiré dans la main et une autre fois dans l'épaule. Selon Mondher, « au début, les manifestations étaient complètement différentes, ce n'était pas tellement dangereux d'y aller. Maintenant, chaque vendredi, ça le devient de plus en plus ».

Selon Mondher chaque manifestation devient imprévisible : « ils utilisent chaque fois un gaz lacrymogène différent, quelquefois ils sont derrière le Mur, d'autres fois ils restent simplement assis et ils surveillent, et d'autres fois ils tirent avec des balles. ». Mais chaque mouvement exécuté par les soldats est décidé à l'avance sans tenir compte du nombre de manifestants ou de combien de pierres sont lancées, « ils ont leurs ordres avant, ils ont décidé s'ils vont tirer des gaz lacrymogènes ou des balles. »

Les soldats israéliens attaquent régulièrement Bil'in, parfois après les manifestations ou, plus fréquemment, la nuit. Quand les soldats arrivent au village, selon Mondher, « nous essayons de nous rassembler afin que les soldats ne puissent arrêter ou kidnapper personne. Lorsque nous sommes ensemble, nous sommes plus forts. Si quelqu'un est atteint par un tir, et qu'il se trouve seul il peut mourir vidé de son sang. Mais si nous sommes tous ensemble, et que quelqu'un est blessé nous pouvons l'aider rapidement et nous assurer qu'il ne lui arrive rien. » Mondher est l'un des habitants de Bil'in qui a suivi les cours de soins de première urgence dispensés par les Services d'Aide Médicale Palestinienne (PMRS), une ONG palestinienne de base. Le PMRS a débuté ses formations à la première urgence en 1996 en raison de l'accroissement de la violence en Cisjordanie et parce qu'elle frappait souvent dans des secteurs isolés où les gens n'ont pas accès aux services médicaux. Dans des situations où il y a des blessés, s'il n'y a personne aux environs qui est formé aux premiers secours, des gens qui tentent d'apporter des secours peuvent souvent aggraver l'état des blessés.

Ainsi, le PMRS conçoit pour des volontaires, des cours paramédicaux dans lesquels on enseigne les premiers secours d'urgence. Ces programmes sont particulièrement importants dans des villages comme Bil'in où l'hôpital le plus proche se situe à une demi-heure de trajet.

Mondher est aujourd'hui un volontaire paramédical et il sera capable d'aider les gens s'ils sont blessés lors des manifestations hebdomadaires à Bil'in et dans le village voisin de Ni'lin, ainsi que durant les attaques israéliennes contre le village.

Quand on lui demande s'il pense que les manifestations auront quelque effet sur le Mur, en tenant compte du fait que ni les jugements de tribunal ni la loi internationale n'en ont eu, Mondher répond : « le Mur est le Mur, rien n'a changé. Les manifestations et les jets de pierres font partie de notre histoire et notre culture. C'est une histoire triste, l'histoire de notre peuple. Nous sommes un peuple sans terre. Nous avons essayé de récupérer notre terre pacifiquement, mais à la paix Israël répond avec la guerre. C'est pourquoi nous allons être toujours en guerre pour notre terre, et jamais en paix. Eux, vont essayer de réduire notre terre jusqu'à ce que nous tenions dans un petit cercle, alors ils en finiront avec nous. »

À la question de savoir ce qui à son avis pourrait empêcher les Israéliens de continuer à voler la terre, Mondher répond, « Notre dieu, ni moi ni toi, ni personne. Seul Dieu peut les arrêter. Nous allons aux manifestations pour leur démontrer que *nous ne nous rendrons pas, c'est notre terre et nous survivrons jusqu'à la fin.* »

AUTEUR: **PALESTINE MONITOR**

Traduit par Esteban G.

Édité par Fausto Giudice

Source : [Bil'in: A Village That Will Never Surrender](#)

Article original publié le 10/5/2009

Sur l'auteur :

Esteban G. est rédacteur du blog <http://letacle.canalblog.com/>,

Fausto Giudice : rédacteur du blog Basta ! **Journal de marche zapatiste.**

Tous deux sont membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteure, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7626&lg=fr>

3-4 Le grignotage des terres se poursuit en Cisjordanie.

Reportage

Les villages palestiniens sont menacés par l'extension des colonies.

Les bruits de terrassement sont perceptibles de la colline rocailleuse, à une centaine de mètres de la bâtisse de ciment où vivent Khaled Moussa Mash-Hur et sa famille. En contrebas, les toits rouges de Khedar, au sud de la colonie de Maalé Adoumim, se détachent sur l'ocre du désert de Judée. A une des extrémités de l'implantation, où vivent 80 familles israéliennes, une grue s'active parmi des maisons en construction. «*Ma famille vit sur cette terre depuis quatre générations. Tant que les Israéliens ne viennent pas me sortir de chez moi de force, je reste ici*», s'emporte Khaled, 72 ans. «*La première implantation de Khedar [une maison aujourd'hui abandonnée sur un promontoire, ndr] avait été achetée par des juifs en 1936. Mais le nouveau Khedar a été construit sur de la terre volée aux Palestiniens*», ajoute le vieil homme. Si le projet israélien de rattacher Khedar à Maalé Adoumim aboutit, Khaled devra abandonner ses 200 dunams (20 hectares, expropriés comme plusieurs autres milliers de dunams actuellement dépendants du village palestinien de Sawahra).

Grands blocs. Ce rattachement prévu est le dernier développement en date du plan israélien controversé de rattachement à Jérusalem de la zone controversée «E1» (East-One), qui s'étend entre Maalé Adoumim et les quartiers juifs de Jérusalem-Est. Malgré les engagements pris auprès des Etats-Unis par l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon de maintenir le statu quo dans la zone E1, les gouvernements israéliens successifs - Sharon lui-même, Olmert et Nétanyahou - ont continué à construire dans l'étendue désertique, peuplée de

plusieurs milliers de Bédouins. Maalé Adoumim, qui compte plus de 30 000 habitants, fait en effet partie des grands blocs de colonies, avec notamment Ariel dans le nord de la Cisjordanie, qu'Israël voudrait englober dans ses frontières dans le cadre d'un accord de paix avec les Palestiniens. Lors de la récente campagne électorale israélienne, Nétanyahou s'est explicitement engagé à poursuivre les constructions dans la zone E1, au risque d'irriter la nouvelle administration américaine.

«*Tout dépend d'Obama, de Sarkozy et de Merkel : s'ils ne font pas pression sur Israël, nous serons obligés de partir*», estime Mohammad Srour, directeur du Comité pour la défense de la terre du village de Sawahra soulignant que «*les habitants de Sawahra vont se retrouver coincés entre deux murs : à l'ouest par le mur qui existe déjà et qui nous sépare de Jérusalem, et à l'est par le mur qui va entourer Maalé Adoumim et Khedar qui nous coupera de Jéricho*». Mohammad Srour a fait plusieurs recours auprès de la Cour suprême israélienne, dont les décisions sont encore en suspens, contre les expropriations de terre prévues pour inclure Khedar dans l'enveloppe de Maalé Adoumim.

«**Emprise**». Parallèlement à ce projet d'extension au sud, les constructions d'implantations et d'avant-postes - notamment Mevasseret Adoumim et Kfar Adoumim - se sont poursuivies ces derniers mois au nord-est de la ville de colonisation.

«Tous ces développements ont un dénominateur commun : en prenant un dunam par-ci, un dunam par-là, ils renforcent l'emprise israélienne sur la terre», estime Amos Harel, spécialiste des questions militaires et stratégiques du quotidien de gauche Haaretz. Et d'ajouter : «Les nouvelles routes et carrefours ont été conçus pour séparer les Israéliens et les Palestiniens. Toutes ces mesures affaiblissent sérieusement les chances déjà minces de parvenir à un accord. Dans la dernière décennie, les responsables palestiniens ont laissé entendre qu'ils pourraient finir par accepter la présence israélienne à Maalé Adoumim, mais ils n'accepteront jamais la bulle géante qui est en train de se développer autour de la colonie.»

<http://www.liberation.fr/monde/0101568018-le-grignotage-des-terres-se-poursuit-en-cisjordanie>

3-5 Gaza : la situation environnementale est d'une urgence majeure.

D'innombrables vergers de la Bande de Gaza ont à présent disparu, des fermes entières ont été rasées. Les vestiges de milliers de maisons détruites dégagent de l'amiante toxique, tandis que des infrastructures délabrées déversent des eaux usées non traitées dans la Méditerranée.

Dans l'enclave de Gaza assiégée, une crise environnementale déjà très aiguë a encore été aggravée par la guerre récente.

Au cours des trois semaines de l'assaut sous nom de code Plomb Durci, Israël a ciblé pratiquement tous les aspects de l'infrastructure du territoire côtier. Maisons, commerces, usines, réseau énergétique, systèmes d'épuration et usines de traitement des eaux, tout a été réduit à des amas de décombres à travers la Bande de Gaza.

Selon une évaluation préliminaire des dommages environnementaux et structurels réalisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'attaque israélienne a non seulement aggravé les risques existants à Gaza, mais en a créé de nouveaux en contaminant aussi bien les terres que les environnements urbains et en laissant dans son sillage des quantités inouïes de déchets.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) annonçait le mois dernier qu'il enverrait en mai une équipe d'experts de l'après-conflit dans l'enclave pour le suivi des questions qui menacent le plus la population de Gaza.

Avant la guerre, l'infrastructure de Gaza dépérissait suite à trois années de sanctions puis à 18 mois de blocus israélo-égyptien, lequel interdit l'importation de tous biens, saufs « essentiels », dans l'enclave de Gaza. Beaucoup de zones dans Gaza, en particulier les vastes camps de réfugiés, étaient privées de systèmes d'épuration des eaux usées. Quand ils existaient, ils fonctionnaient souvent grâce à des groupes électrogènes ou sur l'électricité rationnée. L'interdiction des matériaux requis pour leur entretien, notamment le ciment, l'acier et les tuyaux, les a laissés dans un état de délabrement avancé.

Un rapport publié par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU (OCHA) dix jours avant le lancement de l'opération Plomb durci déclarait qu'au moins 80% de l'eau fournie à Gaza « ne satisfait pas aux normes de l'OMS pour l'eau potable ».

« Une grande partie de l'entretien nécessaire est rendue impossible par le manque de tuyauterie, de pièces de rechange et de matériaux de construction. La dégradation du système qui en découle est un risque majeur pour la santé publique » dit le rapport.

Les restrictions sur les matériaux et les marchandises ont laissé 70% des terres agricoles de Gaza sans irrigation, selon l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), tandis que les autorités locales étaient contraintes de déverser chaque jour environ 70 millions de litres d'eaux usées non traitées dans la mer. Le manque d'essence rend la collecte des ordures peu fréquente dans le meilleur des cas.

Au cours de l'assaut, les bombes israéliennes ont touché les systèmes déjà fragilisés d'épuration et de traitement des eaux, provoquant le mélange d'eau potable et d'eaux usées dans les zones les plus peuplées de Gaza.

Des obus tirés par des tanks ont touché la plus grande usine de traitement des eaux de Gaza City, envoyant des torrents d'eaux usées directement dans le voisinage, les fermes et la mer.

40% des réservoirs d'eau des toits à Khan Younis ont été endommagés ou détruits, et quatre puits entièrement détruits à Gaza City, Beit Hanoun et Jabaliya, selon le groupe chargé des eaux, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), qui dépend de l'OCHA.

« Après la guerre, l'impact majeur a été ressenti dans les zones du nord de Gaza, où la plupart des réseaux d'eau ont été détruits » dit Najla Shawa, directrice de l'information de WASH à Gaza. « A Khan Younis aussi, seuls 30% du gouvernorat sont desservis par un réseau d'eaux usées ».

A présent ce sont dix millions de litres d'eaux usées de plus qu'avant la guerre qui sont déversés dans la Méditerranée chaque jour, selon WASH, menaçant la vie marine côtière et les pêcheries de Gaza.

Les missiles israéliens ont aussi ciblé des usines dans des zones urbaines résidentielles et rurales, dégageant des produits chimiques potentiellement toxiques dans l'air et dans le sol. Les amas de débris qui continuent de marquer le paysage de Gaza contiendraient de grandes quantités d'amiante, une fibre minérale cancérigène beaucoup utilisée dans la construction.

« Les déchets de construction engendrés par les dernières hostilités contiennent des matériaux à risque comme l'amiante » a dit par téléphone à IPS un représentant de la section « gestion post-conflit et désastres » du PNUC à Genève. « De hauts niveaux d'exposition à l'amiante ont été corrélés au cancer du poumon ».

Plus de 20.000 bâtiments et 5.000 maisons ont été détruits, selon les autorités locales. Quelque 600.000 tonnes de déchets doivent à présent être évacuées à la suite du siège, une bonne partie des débris ayant été arasée dans le sol par les tanks israéliens.

Le sol de Gaza sera également affecté dans le long terme par l'usage qu'a fait Israël d'obus au phosphore blanc pendant la guerre, dit Sameera Rifai, représentante de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature dans les Territoires Palestiniens Occupés.

« Le sol des terres agricoles est maintenant pollué par les armes utilisées par les Israéliens, en particulier le phosphore blanc » a déclaré Mme Rifai à IPS.

Le phosphore blanc, un agent chimique incendiaire, peut demeurer non modifié dans les sédiments du sol dans les corps des poissons pendant de nombreuses années, selon l'Agence US pour les substances toxiques et les maladies.

En février des échantillons de sol gazaoui ont été testés positifs selon les examens effectués à l'Université Techniques d'Istanbul en Turquie.

La guerre a encore dégradé la capacité de collecte des ordures des municipalités, dit Basil Yasin, activiste environnemental palestinien et chercheur pour les Amis de la Terre Moyen-Orient. Les ordures et déchets de construction continuent de border les rues de Gaza, et les trois principales décharges sont comblées, rapporte l'ONU.

Toutefois, aussi longtemps que le blocus est en place, et que Gaza est privé des matériaux nécessaires la reconstruction, les environnementalistes doutent de pouvoir faire grand-chose pour répondre aux problèmes environnementaux croissants de l'enclave.

« C'est une crise permanente, pas seulement cette dernière guerre, qui empêche constamment les Palestiniens de développer des projets durables » dit Mme Shawa à IPS. « Cela concerne surtout le manque d'accès aux matériaux, qui empêche la construction de réseaux d'eau et d'usines d'épuration ».

« Ces deux derniers mois, seuls deux ou trois conteneurs de tuyaux pour l'eau ont été autorisés par les Israéliens à entrer dans Gaza » dit-elle.

Mme Shawa ajoute que la dite « zone-tampon » qu'Israël a créée unilatéralement dans Gaza empêche l'évaluation et le nettoyage environnemental dans la période de l'après-conflit.

« Les gens n'ont tout simplement pas accès aux zones est et nord où se situent la plupart des usines d'épuration » dit-elle. « Les autorités municipales sont incapables d'atteindre certaines zones pour tester les niveaux de pollution de l'eau ou du sol ».

Le PNUC dit que la stabilité environnementale ne pourra pas être établie aussi longtemps que les frontières resteront fermées » selon Mme Rifai. : « Aucun progrès significatif en termes d'environnement ne peut être fait aussi longtemps que les frontières restent fermées ».

« Si nous voulons développer Gaza et maintenir ses ressources naturelles, il faut que la fermeture cesse et qu'il y ait une libre circulation des gens et des matériaux » ajoute Mme Rifai. « Sans cela, c'est inutile ».

11 mai

[Erin Cunningham - The Electronic Intifada](#)

Vous pouvez consulter cet article à : <http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction de l'anglais : Marie Meert

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6591

4 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Mohamed Belaali : « Je graverai inlassablement toutes les saisons de mes douleurs... »

Cinq mois après l'horreur des massacres de décembre /janvier derniers, le peuple de Gaza dignement et dans la solitude presque totale continue à panser ses profondes blessures. Malgré la douleur et la souffrance liées à la disparition des êtres chers, malgré les privations, les restrictions, les humiliations et les sanctions collectives,

l'attachement instinctif à la vie des hommes, des femmes et des enfants de Gaza est plus fort que la machine de mort d'Israël. Cette folle envie de vivre des palestiniens, vaille que vaille, à Gaza assiégée et qui manque de tout n'a d'égale que la farouche volonté d'Israël de les exterminer. Car le Grand Israël (Eretz Israel Hashlema) ne peut être construit justement que sur les cadavres palestiniens. Cette dialectique de la vie et de la mort dérouté Israël et son armée. Il s'agit là peut-être d'une nouvelle forme de résistance palestinienne : vivre pour résister et résister pour vivre.

Prise au piège de sa propre logique d'extermination, la société israélienne, élevée depuis 1948 dans la haine du palestinien, non seulement produit des fanatiques en tout genre comme par exemple Yigal Amir l'assassin de Rabin, mais choisit, pour la diriger, des hommes et des femmes qu'elle juge capables d'aller jusqu'au bout de leur mission : Benyamin Netanyahu (Le Likoud), Avigdor Lieberman (Israël Beitenou), Elie Yishai (Shass), Daniel Herschkowitz (Foyer juif), M.Yaakov Litzman (Judaïsme Unifié de la Torah) etc.(1). Tous ces hommes sont issus de formations politiques de droite et d'ultra-droite. Mais ces qualificatifs ne sont pas assez forts : Un homme comme Ehoud Barak « socialiste » ou Tzipi Livni « œntriste » (comme François Bayrou !), ont mené ostensiblement et froidement l'un des massacres le plus horrible de ce début du XXIème siècle. Que dire alors d'un homme comme Lieberman sans parler des fanatiques Daniel Herschkowitz ou Yaakov Litzman ?

Un gouvernement de cette nature n'a apparemment pas choqué la bonne conscience des dirigeants américains, européens et arabes. A. Lieberman comme les autres membres de ce gouvernement d'ailleurs ont été et seront reçus dans ces pays. Car les intégristes, les fanatiques et autres extrémistes infréquentables sont évidemment toujours du côté palestinien et d'une manière générale du côté musulman ! Pourtant tel qu'il est constitué, le gouvernement israélien représente bel et bien un véritable danger pour la paix dans la région et dans le monde. Mais Israël nous a habitués à ce genre de dirigeants dont l'unique objectif est la réalisation du Grand Israël et la négation des Palestiniens : Ben Gourion, Moshe Dayan, Itzhak Shamir, Menahem Begin, Ariel Sharon, Ehud Olmert, Ehud Barak et bien d'autres encore. Anéantir toute entité et toute identité palestinienne reste la singularité la plus profonde de ces hommes. Leur « carrière » dans ce domaine est bien remplie. Leurs noms sont intimement liés à des lieux, aujourd'hui connus de tout le monde : Deir Yassine, Kafr Qassem, Sabra et Chatila, Jenine et Gaza pour ne citer que ceux là.

D'autres dirigeants viendront allonger cette liste macabre déjà trop longue. Avigdor Lieberman ne reprochait-il pas à Barak et à Livni « le travail inachevé » par l'armée israélienne à Gaza ? Il propose non seulement de « transférer » les palestiniens, mais surtout de « continuer à combattre le Hamas comme les Etats-Unis ont combattu les Japonais durant la Seconde guerre mondiale » en faisant clairement allusion à l'utilisation de la bombe atomique (2). L'accession de cet homme au pouvoir ne fait que refléter le vrai visage et la vraie nature d'Israël.

Combien de temps les dirigeants occidentaux et leurs médias continueront-ils à soutenir de tels gouvernements extrémistes ?

Etrange Etat où l'existence d'un peuple, le peuple israélien, doit passer nécessairement par la négation de l'autre peuple, le peuple palestinien. Le modèle d'extermination qui fonde cet Etat, structure l'ensemble des rapports de la société israélienne. Une société fermée, raciste, sans opposition ou presque, qui s'habitue de plus en plus aux souffrances qu'elle inflige tous les jours aux palestiniens, qui devient insensible à leurs malheurs, sourde à leurs cris de douleurs et aveugle à leur présence.

Elle s'entoure d'un immense mur qui, à certains endroits, atteint neuf mètres de hauteur avec des miradors armés, des tranchées, des clôtures électriques et qui lui permet en même temps d'annexer un peu plus de terres et d'isoler davantage les populations palestiniennes les unes des autres. Contre ce mur, personne ne viendra se lamenter sur les malheurs des palestiniens !

Elle sème un peu partout les checkpoints qui réduisent la mobilité des palestiniens, les empêchent de se rencontrer, de voyager et les obligent à supporter, dans l'humiliation, des files d'attente interminables. Combien de femmes palestiniennes enceintes ont dû accoucher dans ces checkpoints faute de pouvoir arriver à temps à l'hôpital ? Se rendre à son travail, à l'école ou tout simplement rendre visite à ses proches devient, dans ces conditions, une insupportable corvée.

Elle multiplie les colonies en arrachant les villageois palestiniens à leur terre au mépris de toutes les lois internationales. A leur place elle installe, dans des maisons confortables, des colons fanatisés qui peuvent admirer de leurs fenêtres des paysages magnifiques sans jamais voir le drame palestinien qui se déroule pourtant sous leur yeux.

A Washington, le 18 mai 2009, Benyamin Netanyahu expliquait fermement à Barack Obama son désir de « poursuivre la politique d'agrandissement des implantations existantes » tuant ainsi toute tentative et tout espoir de paix avec les palestiniens (3). L'ancien porte-parole de la Maison Blanche Joe Lockhart, n'avait-il pas décrit d'ailleurs le premier ministre israélien comme « l'un des personnages les plus odieux qu'il (lui) a été donné de rencontrer, doublé d'un menteur et d'un tricheur » (4).

Comme la mort doit planer constamment sur eux, les palestiniens s'accrochent de toute leur force à la vie. Chaque instant, chaque moment qui passe est, pour eux, une victoire sur la mort. La résistance à la mort et donc à l'occupant devient dans ces conditions une nécessité vitale. « Ni la faim, ni la mort ne nous feront plier et notre résistance se poursuivra » dit un slogan palestinien (3). Il ne s'agit là que d'un slogan, mais à bien des égards, il reflète une certaine réalité. Les Palestiniens que le sionisme politique ne veut plus voir sont toujours là. Plus de soixante ans d'occupation, de massacres, de nettoyage ethnique, de déportation, d'exode, d'errance à travers le monde ; plus de soixante ans que les palestiniens comptent leurs morts dans l'indifférence quasi générale, mais leur volonté à vouloir vivre sur cette terre qu'ils aiment tant et qui les a vu naître et grandir reste totale. Chaque

parcelle volée de cette terre palestinienne, chaque enfant, chaque femme, chaque homme tué est gravé dans leur mémoire collective blessée. Les poètes mieux peut-être que quiconque savent traduire cet attachement indéfectible à la terre et à la vie comme l'écrivait le grand poète palestinien Toufik Zayyad :

« Je graverai le numéro de chaque parcelle de notre terre violée
et l'emplacement de notre village
et ses limites

et ses maisons qu'ils ont dynamitées
et mes arbres qu'ils ont déracinés
et toutes les fleurs sauvages qu'ils ont arrachées
afin de me souvenir.

Je graverai inlassablement
toutes les saisons de mes douleurs... » (5).

Mohamed Belaali

(1) <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo>

(2) <http://www.japoninfos.com/Gaza-faire-au-Hamas-ce-que-les.html>

(3) <http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-39326023@7-37,0.html>

(4) <http://www.lemonde.fr/proche-orient/...>

(5) <http://www.humanite.fr/1998-05-14> International Poeme-pour-ne-pas-oublier

Mercredi 20 mai 2009

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19